

## Enseignants et magistrats font entendre leur voix



Magist  
rats et  
enseig  
nants  
disent  
non à  
la  
violati  
on de  
la  
Consti  
tution.  
©  
Libert  
é

**Deux corps sensibles, l'éducation nationale et la justice, se sont mobilisés, hier, pour dénoncer les violations de la Constitution et exiger le départ des personnels politiques en place, qu'ils accusent de mener le pays au chaos.**

Des milliers d'enseignants des trois paliers ont répondu, hier, à l'appel des syndicats autonomes du secteur, et réussi l'un des plus imposants rassemblements, depuis le 22 février dernier. Tous les établissements scolaires de Constantine étaient à l'arrêt hier. Les enseignants qui ont commencé à affluer des quatre coins de la wilaya, ont envahi le plateau du Coudiat notamment les alentours de la Direction de l'éducation.

Devant le siège de la DE, ils entonneront d'une seule voix l'hymne national puis "Min Jibalina" avant que la marche ne s'ébranle vers la rue Abane-Ramdane en passant par l'ex-rue de Fleury en scandant des slogans mis à jour. Aussi : "Matzideche d'kika ya Bouteflika" (pas une minute de plus) remplacera "Makanech el khamssa...", "Bedoui dégage" au lieu de "Ouyahia dégage". Inventifs et subtiles, les écriteaux semblent aller dans tous les sens mais convergent néanmoins vers une seule aspiration : le changement radical du régime politique et l'amorce d'une nouvelle ère de démocratie, de justice sociale et de liberté.

Par ailleurs, pour la première fois dans leur histoire, les magistrats de plusieurs wilayas de l'est du pays se sont soustraits à l'obligation de réserve à laquelle ils sont astreints et décident de rejoindre la mobilisation de la population constantinoise. En effet, ils étaient plus d'une centaine de magistrats et greffiers venus de plusieurs wilayas de l'est du pays à se rassembler, hier, devant la cour de Constantine appelant le pouvoir à se plier à la volonté du peuple et aller vers une transition démocratique.

Durant plus de 40 minutes, les magistrats ont scandé des slogans tels que : “Les magistrats sont des enfants du peuple”, “Oui à un État de droit”, “Non à la violation de la Constitution”, “Une justice libre et indépendante” ou encore “L’Algérie libre, démocratique.” Ils ont également brandi des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : “Le peuple est la source de tout pouvoir”, “Les magistrats demandent le respect de la Constitution.” Ils ont été longuement applaudis par les passants qui n’ont pas hésité à leur lancer : “Bravo, bravo, vous êtes la voix du peuple, nous sommes derrière vous. Vive l’Algérie !”

**Kamel Ghimouz/Ines Boukhalfa**